

# Chapitre I

## Aspects généraux du Norden

### (1900-1914)

---

#### ■ ■ I. Systèmes et vie politiques

Au début du XX<sup>e</sup> siècle la question du régime ne se pose guère : la monarchie n'y est pas – ou très peu – contestée. Sa légitimité et celle des dynasties qui l'incarnent – les Glucksburg au Danemark et en Islande, les Bernadotte en Suède et en Norvège, les Romanov en Finlande – a été confortée par le constitutionnalisme développé au cours du XIX<sup>e</sup> siècle qui a permis une plus grande séparation des pouvoirs et une meilleure garantie des libertés publiques. En revanche, le parlementarisme n'est pas complètement établi et la démocratisation à peine engagée : si le primat du politique et la recherche du consensus s'imposent à tous, le débat sur les réformes reste vif et controversé. Où en sont donc, en 1900, les systèmes institutionnels du Nord ?

Si l'on s'en tient, d'abord, au cas des États souverains, Suède et Danemark, leur situation est proche. En Suède, la Constitution de 1809 réserve d'importants pouvoirs exécutifs au roi qui doit cependant les exercer avec l'accord de son gouvernement. Le monarque, qui dispose des droits de veto et de dissolution, partage le pouvoir législatif avec le Riksdag, seul compétent, par contre, en matière d'impôt. Depuis la réforme de 1865, ce Parlement comprend deux Chambres, élues au suffrage censitaire, indirect et très étroit pour la Première, direct et un peu plus large pour la Seconde. La justice est

indépendante et le champ des libertés ouvert : dès 1809, la fonction de médiateur – ombudsman – est créée. Au Danemark, la Constitution de 1849, modifiée en 1853 et 1866, plus libérale que son homologue suédoise, établit fermement les libertés collectives, l'indépendance de l'Église nationale, qui cesse d'être Église d'État, l'égalité devant la conscription et l'autorité de la justice. Le pouvoir exécutif, fort, est confié au roi de qui seul dépend le gouvernement. Le pouvoir législatif est partagé entre la Couronne et le Rigsdag. Ce dernier comprend deux Chambres. Le Folketing, ou Chambre basse, est élu sur une base relativement démocratique puisque tout homme de plus de 30 ans, contribuable, peut voter. La Chambre haute, ou Landsting, est par contre désignée de manière étroite, censitaire et complexe, avec des membres élus et nommés. Ailleurs dans le Norden, le constitutionnalisme revêt des formes différentes, soumises à la tutelle extérieure, mais il n'en existe pas moins, qu'il s'agisse de la Constitution islandaise de 1874, de la Constitution suédoise de 1772 maintenue en Finlande après 1809 jusqu'à sa suspension en 1899 ou de la Constitution norvégienne de 1814, la plus libérale du Nord en 1900. Nous en reparlerons.

C'est dans ce cadre institutionnel que se sont épanouies les forces représentatives. Fondée sur le pluralisme, la structuration idéologique a d'abord été bipartisane, opposant une droite (*Hoyre*) conservatrice et plutôt urbaine à une gauche (*Venstre*) libérale et plutôt rurale. Avec l'industrialisation, la situation change. La droite se tasse tandis que la gauche se scinde entre une aile modérée (Parti libéral suédois, *Venstre* danoise et norvégienne) et une aile radicale. L'option protectionniste fait naître des partis agrariens en Suède, en Norvège et en Finlande alors que le mouvement ouvrier, puissant, s'exprime par l'émergence de forts partis sociaux-démocrates nés en 1876 au Danemark, en 1886 en Suède, en 1887 en Norvège et en 1899 en Finlande, sur le modèle allemand. Parallèlement, se structurent les grands groupes de pression, patronaux et syndicaux (*Landsorganisationen*

ou LO), et se développent nombre de mouvements sociaux : associations féministes, mouvements caritatifs, culturels et religieux, ligues de tempérance, coopératives et mutuelles. Il en est résulté, dans les enceintes parlementaires, un glissement à gauche et un multipartisme fonctionnel, et, dans les sociétés politiques, une citoyenneté participative plus large et plus active. D'où une vie publique intense, parfois tendue, mais le plus souvent pragmatique et efficace. Trois enjeux en dominant le cours entre 1900 et 1914 : la démocratisation institutionnelle, le progrès social et la sécurité nationale.

Au Danemark, les règnes successifs de Christian IX (1863-1906), Frédéric VIII (1906-1912) et Christian X (1912-1947) consacrent le passage décisif du libéralisme à la démocratie, soutenu par la poussée à gauche de l'électorat. Au scrutin de 1901, la droite, longtemps dominante, et toujours majoritaire au Landsting, s'effondre avec 8 sièges à la Chambre basse alors que la Venstre en obtient 76 et les socialistes 12. Le roi confie alors le pouvoir au libéral J.-H. Deuntzer : ce « changement de système » établit *de facto* le parlementarisme, au bénéfice du Folketing. En 1905, le remplacement de Deuntzer par le chef de la Venstre, J.-C. Christiensen, complète l'évolution en soulignant le rôle cardinal des partis même au cas, de plus en plus fréquent, où l'absence de majorité monopartisane rend nécessaire la mise en place de Cabinets minoritaires ou de coalition. C'est ce qui s'est produit en 1909-1910 quand le leader radical C.-T. Zahle a dû former un gouvernement minoritaire avant de revenir aux affaires, de 1913 à 1920, à la tête d'une majorité mixte radicale et social-démocrate. Mais, en dépit de la succession rapide des Cabinets – 8 entre 1900 et 1914 – et de l'agitation parlementaire, la démocratisation a suivi son cours. Dès 1901, le vote secret est instauré suivi, en 1907, par la généralisation du suffrage universel à tous les contribuables masculins. En 1903, les femmes reçoivent le droit de vote dans les paroisses, étendu aux communes en 1908, avant l'octroi du suffrage universel en 1915. En matière sociale, l'accord patronat/syndicats de 1899 amorce un

paritarisme actif marqué par une Charte du travail réglementant grèves et lock-outs, suivie, en 1903, par un premier système d'aide aux sans-emploi complété, en 1907, par un dispositif plus large d'assurance chômage et, en 1912, de la mise en place des Tribunaux du travail. La réforme fiscale qui remplace la taxe foncière par des impôts plus équilibrés – mais aussi plus lourds – sur le revenu (1903) et la fortune (1905) permet de financer le progrès collectif, notamment la démocratisation de l'enseignement secondaire public (1903) et l'établissement des assurances maladie en 1907. L'exigence morale n'est pas absente de cette vague réformiste et égalitaire qui passe par la lutte contre la misère, la prostitution, les taudis ou l'alcoolisme. C'est ce même moralisme qui incite les Danois à défendre leur indépendance et leur neutralité, même si les moyens pour y parvenir divergent, comme on le vit lors du débat électoral de 1909. Toutefois, en 1914, l'unanimité se refera autour du non-engagement, perçu par tout le pays comme le corollaire indissociable de l'avancée démocratique.

En Suède, Oscar II (1872-1907) et Gustave V (1907-1950) conservent d'importantes prérogatives, parfois génératrices de crises, dont la plus grave, relative à la défense, aboutit à la démission du gouvernement en février 1914. D'autres tensions se manifestent également : sur la question sociale, ponctuée par la dure loi antisyndicale de 1899 et la grève générale de 1909 et, surtout, sur la question norvégienne qui provoque la dissolution de l'Union en 1905. Pour autant, la marche à la démocratie continue, concédée par les conservateurs, au pouvoir de 1891 à 1911, à l'exception d'une brève césure en 1906, sous la houlette d'E. Bostrom puis d'A. Lindman, encouragée par les libéraux de K. Staaf, aux affaires en 1906 et de 1911 à 1914, avec le soutien des sociaux-démocrates dirigés par H. Branting.

Corollaire de l'instauration, en 1901, de la conscription obligatoire, financée par une fiscalité nouvelle assise sur le revenu et le patrimoine, le suffrage universel est accordé à tous les contribuables masculins de plus de 24 ans, pour les élections à la Seconde Chambre.

Parallèlement, le cens est abaissé pour les scrutins communaux, ce qui permet d'assouplir l'élitisme de la Première Chambre qui procède du vote local. La représentation proportionnelle est établie pour les deux assemblées, sauvegardant ainsi les intérêts locaux tout en renforçant le rôle des partis nationaux. Adoptée entre 1907 et 1909, au terme d'une longue bataille électorale et parlementaire, la réforme électorale prit effet en 1911, contribuant à l'inflexion réformiste de l'électorat au bénéfice des libéraux et des sociaux-démocrates et au détriment de la droite. Pour autant, on est encore loin d'un suffrage pleinement universel puisque l'exclusion des femmes et des pauvres et le relèvement de l'âge électoral de 21 à 24 ans n'ont fait progresser le nombre des votants que de 9 à 19 % de la population. En outre, le parlementarisme n'est pas établi, favorisant le jeu de la droite et du roi : ainsi, si la guerre n'avait pas ressoudé la nation, la crise de février 1914, suivie d'élections anticipées et de la nomination du Cabinet conservateur minoritaire d'H. Hammarskjöld, aurait pu déboucher sur un grave conflit institutionnel voire constitutionnel.

En revanche, sur le plan social, les progrès ont été plus profonds sinon moins conflictuels. En 1900, le travail des femmes dans les mines est interdit ; en 1901, la protection contre les accidents professionnels est renforcée ; en 1906, on crée les commissions d'arbitrage tandis que la loi de 1913 généralise les retraites à 67 ans. Parallèlement, la lutte contre la pauvreté, l'alcoolisme et la maladie est engagée tandis qu'une vaste réforme de l'enseignement secondaire poursuit, entre 1904 et 1906, la démocratisation déjà introduite, dès 1897, dans le primaire.

Si le consensus gagne en matière socio-économique, les divisions persistent dans le domaine de la sécurité. La gauche est, par principe, plutôt pacifiste et prudente en matière militaire alors que la droite souhaite un renforcement de la défense, n'hésitant pas, en 1912, à ouvrir une souscription privée pour la construction de nouveaux cuirassés et, au début de 1914, à inciter le monde rural à manifester pour

obtenir une hausse des crédits d'armement, soutenue par Gustave V qui désavoue théâtralement le cabinet Staaf à cette occasion. Toutefois, le consensus national se refera, à l'été 1914, sur la base de l'impératif de neutralité vigilante et d'indépendance.

Ailleurs dans le Norden, comme nous le verrons, les évolutions se sont faites dans le même sens qu'en Suède et au Danemark, mais dans un contexte dominé par les revendications nationales. Cependant, on peut dire qu'entre 1900 et 1914 le Nord a établi, empiriquement, les voies de son développement politique pour tout le XX<sup>e</sup> siècle : recherche et affirmation de la démocratie parlementaire, renforcement du pluralisme idéologique et partisan et essor du progrès collectif.

## ■ ■ II. Économies, sociétés et cultures du Nord (1900-1914)

### 1. Les mutations économiques

Le Nord est entré tardivement dans l'ère du capitalisme moderne, vers 1860-1870. Mais, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, son retard est pour l'essentiel comblé et la zone connaît un rapide développement jusqu'en 1914. Cet essor est dû à la conjonction de plusieurs facteurs : mobilisation des ressources naturelles, mise en place d'infrastructures efficaces, croissance des marchés interne et externe, dynamisme des entrepreneurs, relatif consensus social et rôle actif des États.

L'agriculture traditionnelle a été durement touchée par la crise mondiale de 1860-1880. D'où une nécessaire reconversion des structures et des productions. Aux mesures restrictives, telles la baisse des prix, la réduction des surfaces cultivées, la vente des fermes non rentables ou l'exode rural, se sont ajoutées de fortes mesures constructives comme les aides publiques, des législations douanières sélectives, la modernisation des techniques ou le resserrement des liens avec l'industrie. Le changement, spectaculaire, s'est ordonné autour de deux choix. D'abord, le maintien des cultures utiles : fruits et

légumes, prairies artificielles, plantes fourragères et industrielles (betterave à sucre, avoine, orge, légumineuses). Ensuite, une reconversion massive vers l'élevage intensif des bovins, des porcins, des ovins et de la volaille. Les industries alimentaires – brasseries, sucreries, laiteries et conserveries – ont été largement développées, tandis que l'exploitation rationalisée des forêts faisait naître, à côté des traditionnelles fabriques de bois d'œuvre, de mobilier et d'allumettes, de nouvelles usines de cellulose et de pâte à papier. L'adaptation des pays s'est faite en fonction de leurs aptitudes et de leurs marchés, nationaux et internationaux. Le Danemark est devenu une immense ferme d'élevage, surtout bovin et porcin, la Norvège et la Finlande de grandes « usines à bois », la Suède une riche exploitation polyvalente et l'Islande une vaste zone d'élevage extensif des ovins. L'agriculture nordique est donc bien entrée dans l'ère de la modernité. Mais son mode d'organisation, capitaliste dans son principe, s'appuie, dans la pratique, sur des structures originales comme, par exemple, les coopératives de producteurs et de consommateurs, en rapide expansion, ainsi que sur la protection et la valorisation des ressources naturelles et humaines. On peut citer, à cet égard, le drainage et le reboisement des landes du Jutland, les lois de préservation forestière en Norvège et en Suède, le modèle de polyculture de la Scanie suédoise, l'association pêche/élevage en Islande, l'aménagement, pour le flottage des bois, des lacs et fleuves de Finlande, ou encore, au plan social, l'amélioration générale de la condition et de la formation des paysans.

Le même type d'évolution s'est produit pour la pêche, omniprésente dans le Nord, qui se modernise techniquement, se concentre financièrement – tout en restant à dominante artisanale –, se spécialise géographiquement (hareng pour la Baltique, morue et maquereau pour l'Atlantique, baleine pour les eaux arctiques) et s'industrialise rapidement (conserves, huiles, farines).

En dépit de traditions anciennes, dans la métallurgie, les constructions navales ou le textile, la révolution industrielle a été tardive en

raison, principalement, de l'absence de grand bassin charbonnier, de l'étroitesse des marchés nationaux et de la faiblesse des structures capitalistiques. À partir de 1870, la situation évolue. Le développement de la prospection et des réseaux de transport permet de valoriser le potentiel minier : métaux non ferreux de Norvège, gisements de cuivre et surtout de fer de Suède, notamment celui de Kiruna qui fournit, en 1914, 61 % des 7 millions de tonnes de minerai de fer suédois, lignite en Islande. Si le charbon, première source d'énergie, et les hydrocarbures, en net progrès après 1900, doivent être importés, l'équipement rapide et massif des ressources hydroélectriques accroît notablement le potentiel énergétique de la péninsule scandinave et offre d'importants débouchés industriels (matériel électrique, électrochimie par ex.). La mise en place, en 1875, d'une unité monétaire commune, la couronne (*krona*), facilite la constitution d'un marché nordique entre le Danemark, la Norvège et la Suède tandis que la Finlande, liée au marché russe, jouit de l'autonomie monétaire depuis la création, en 1877, du *markka*, rattaché, comme la couronne, à l'éta-lon-or international.

Si les entreprises restent plutôt de taille petite ou moyenne et souvent de type familial, la généralisation du financement par les banques, les États et les emprunts étrangers encourage la naissance de grands groupes capitalistiques, notamment dans les secteurs les plus concentrés ou les plus internationalisés. Citons ainsi les deux conglomérats industriels et financiers Tietgen au Danemark et Wallenberg en Suède ainsi que les sociétés industrielles Nobel, SKF et Kreuger en Suède, Norsk-Hydro en Norvège, Carlsberg ou Burmeister et Wain au Danemark. Les liens étroits avec les secteurs de la recherche et de la technologie donnent aux Scandinaves un net avantage dans plusieurs domaines : agro-alimentaire, roulements à billes, constructions maritimes, explosifs, électrochimie, métallurgie, machines-outils, mécanique lourde, ensemble de la filière bois. Les chantiers navals danois et norvégiens, la sidérurgie suédoise (plus de 5 millions de